



Convention relative aux droits de l ' enfant

Comité des droits de l ' enfant

Cinquante-sixième session

17 janvier-4 février 2011

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l ' enfant concernant la vente d ' enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

Liste de points appelant des informations complémentaires et actualisées en vue de l ' examen du rapport initial du Belarus (CRC/C/OPSC/BLR/1)

L ' État partie est invité à présenter par écrit des informations complémentaires et actualisées, si possible avant le 19 novembre 2010, dans un document n ' excédant pas 30 pages .

Le Comité pourra aborder tous les aspects des droits de l ' enfant énoncés dans le Protocole facultatif lors du dialogue avec l ' État partie .

1. Fournir les données statistiques disponibles (ventilées par sexe, tranche d ' âge et zone urbaine/rurale) pour les années 2007, 2008 et 2009 sur:

a) Le nombre de cas signalés de vente d ' enfants, de prostitution des enfants et de pornographie mettant en scène des enfants, le nombre de cas ayant donné lieu à des poursuites, la suite donnée à ces affaires, y compris les désistements et toute mesure institutionnelle prise pour enquêter sur ces cas, ainsi que les sanctions infligées aux coupables; et

b) Le nombre d ' enfants victimes ayant bénéficié d ' une aide au rétablissement et à la réinsertion, et obtenu réparation, comme le prévoient les paragraphes 3 et 4 de l ' article 9 du Protocole.

2. Indiquer le montant des ressources spécialement consacrées à la mise en œuvre du Protocole facultatif, et plus précisément aux programmes d ' aide aux enfants victimes.

3. Donner des renseignements sur les activités de diffusion et de formation relatives aux dispositions du Protocole à l ' intention des groupes professionnels concernés, dont les fonctionnaires des services de l ' immigration, les juges, les travailleurs sociaux, les enseignants et les législateurs.

4. Indiquer si l ' État partie envisage de prendre des mesures pour incriminer l ' ensemble des infractions visées par le Protocole facultatif, y compris la vente d ' enfants, en les érigeant en infractions distinctes de la traite des êtres humains, de la vente aux fins d ' exploitation sexuelle, du transfert d ' organes d ' enfants à des fins lucratives ou de la soumission de l ' enfant au travail forcé.

5. Préciser si l ' État Partie peut exercer sa compétence extraterritoriale spécifiquement pour toutes les infractions visées par le Protocole facultatif. Indiquer également si l ' État Partie a, depuis l ' entrée en vigueur du Protocole facultatif, demandé l ' extradition d ' une personne accusée de l ' une quelconque des infractions visées par le Protocole facultatif et, dans l ' affirmative, si l ' État ou les États concernés ont donné une suite favorable à cette demande.

6. Formuler des observations sur les obligations légales des fournisseurs d ' accès à Internet concernant la pornographie mettant en scène des enfants.

7. Indiquer si l ' État partie est doté d ' un mécanisme d ' orientation permettant de faire bénéficier tous les enfants victimes d ' une aide appropriée au rétablissement et à la réadaptation.

8. Donner des renseignements sur les règles procédurales adoptées pour éviter aux enfants victimes et aux témoins une victimisation secondaire et pour leur assurer une indemnisation.

9. Indiquer ce que fait l ' État partie pour éviter que les enfants victimes des infractions couvertes par le Protocole facultatif soient traités comme des délinquants ou sanctionnés.